

**ARRETE MUNICIPAL n°2024-128****Portant interdiction
de la circulation des véhicules
chemin de la Cascade**

Le Maire de la Commune de Grésy sur Aix,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2211-1, L2212-2 et L2213-1 à 4,

Vu le Code de la Route et ses articles R 110-1 et suivants, R 411-5, et suivants,

Vu le code de la voirie routière et ses articles L115-1, L 116-2 et R 115- 1,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I quatrième partie-signalisation de prescription approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée),

Considérant que pour garantir la sécurité des usagers il est nécessaire de réglementer la circulation des véhicules pendant la réalisation de travaux,

ARRETE

Article 1 : La circulation des véhicules est strictement interdite chemin de la Cascade dans le sens descendant, pour les véhicules circulant depuis la RD1201 dite route de l'Albanais.

Article 2 : La circulation des véhicules est strictement interdite à partir du numéro 307 chemin de la Cascade dans le sens montant en direction de la RD 1201 dite route de l'Albanais.

Article 3 : Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules à deux roues non motorisés.

Article 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place afin de matérialiser les interdictions.

Article 5 : Les dispositions définies aux articles ci-dessus prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4.

Article 6 : Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le directeur général des services, le Directeur du service technique, le responsable de la police municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Centre de secours
- Grand-Lac – Ordures ménagères
- RATP
- MTD

Fait à Grésy-sur-Aix, le 20 juin 2024
Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 24-06-2024
Notifié à l'intéressé le : 24-06-2024
Certifié exécutoire le : 24-06-2024



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.